ROYAUME DE BELGIQUE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Ministre de la Justice, le 1er septembre 1965, d'une demande d'avis sur un projet d'arrêté royal "réglant le statut et les fonctions des assistants de probation, des assistants principaux et des secrétaires de commission de probation à temps plein", a donné le 28 septembre 1965 l'avis suivant :

KONINKRIJK BELGIE.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, de 1e september 1965 door de Minister van Justitie verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "tot regeling van de status en het ambt van de probatieassistenten, van de eerstaanwezende assistenten en van de secretarissen van de probatiecommissie met volledige dienstbetrekking", heeft de 28e september 1965 het volgend advies gegeven :

I. OBSERVATION GENERALE.

Le projet se fonde sur les articles 9 et 10 de la loi du 29 juin 1964 concernant la suspension, le sursis et la probation. L'article 9 charge expressément le Roi de déterminer les fonctions et le statut des assistants de probation. Quant à l'article 10, il charge le Roi de régler le fonctionnement des commissions de probation, ce qui lui permet également de déterminer le statut des secrétaires de ces commissions.

Aux termes de l'article 1er du projet :

"Le statut des agents de l'Etat est applicable à l'assistant de probation, à l'assistant principal et au secrétaire de commission de probation à temps plein".

Selon le fonctionnaire délégué, l'intention du Gouvernement est de rendre le statut des agents de l'Etat entièrement applicable aux assistants de probation et aux secrétaires à temps plein de commission de probation, et même de les intégrer parmi les agents de l'Etat du Ministère de la Justice, ce qui permettrait notamment à ces agents de se présenter au concours de recrutement du niveau 1 et de poursuivre ainsi une carrière dans les administrations de l'Etat.

Dans l'exposé des motifs du projet de loi, devenu la loi du 29 juin 1964, le Gouvernement a défini le rôle des commissions de probation et des fonctionnaires qui les assistent, de la façon suivante :

.../...

"... dans le régime de probation ... l'autorité ... crée un service public chargé de documenter les autorités judiciaires sur la personnalité du délinquant et sur la sentence qui répond le mieux à son cas ... " (Chambre des Représentants, session 1956-1957, doc. 598, n° 1, p. 3).

La fonction des assistants de probation est, quant à l'essentiel, définie par la loi du 29 juin 1964. L'article 2 de cette loi les charge de faire, à la demande des autorités judiciaires, des enquêtes sociales, préalables au prononcé d'une condamnation éventuelle. Les assistants de probation sont, en outre, chargés par l'article 9 de la même loi de guider les inculpés et les condamnés auxquels une mesure de probation a été imposée. Dans l'exécution de cette mission, ils font rapport aux commissions de probation. Les mesures de probation à l'exécution desquelles sont associés les assistants de probation et les commissions de probation sont décidées par les autorités judiciaires et exécutées sous le contrôle de celles-ci puisque ce sont ces autorités qui peuvent décider la révocation des mesures de probation (articles 13 et 14 de la loi du 29 juin 1964). Il en résulte que les assistants de probation et les commissions de probation constituent un service public établi par la loi pour documenter les autorités judiciaires dans l'exercice de leur fonction répressive. Les assistants de probation et les secrétaires à temps plein de commission de probation, dont le projet fixe le statut, sont donc considérés par la loi comme des auxiliaires des autorités judiciaires.

.../...

Les articles 9 et 10 de la loi du 29 juin 1964, qui chargent le Roi de fixer le statut des assistants de probation et de régler le fonctionnement des commissions de probation, donnent au Roi un large pouvoir d'appréciation pour déterminer les règles juridiques qui fixeront le statut personnel des assistants de probation et des secrétaires de commission de probation. Le Roi doit cependant tenir compte des dispositions légales qui définissent la nature des fonctions de ces agents. Il n'est donc pas fondé à constater que le statut des agents de l'Etat serait applicable aux assistants de probation et aux secrétaires à temps plein de commission de probation. En effet, l'article 1er de l'arrêté royal du 2 octobre 1937, qui fixe ce statut, recourt, pour définir son champ d'application, à un critère déduit de la nature des fonctions exercées par les agents. Cet article dispose :

"La qualité d'agent de l'Etat est reconnue à toute personne qui, à titre définitif, preste ses services aux administrations de l'Etat".

L'ensemble des administrations de l'Etat constitue l'"administration générale du Royaume", expression que, dans l'avis qu'il a donné le 30 décembre 1963 sur un projet devenu l'arrêté royal du 16 mars 1964 modifiant l'arrêté royal du 2 octobre 1937 et certains autres arrêtés relatifs au statut des agents de l'Etat, le Conseil d'Etat a définie de la façon suivante :

"A l'article 66, alinéa 2, de la Constitution, l'expression désigne l'ensemble des services qui sont placés sous l'autorité du Roi et des Ministres, et qui les assistent dans l'exercice du pouvoir exécutif" (Moniteur belge du 10 novembre 1964, p. 11.785).

.../...

Puisque les agents dont le projet fixe le statut sont des auxiliaires des autorités judiciaires, ils ne prestent pas leurs services à une administration de l'Etat, selon l'interprétation qui doit être donnée à cette expression pour l'application de l'article 1er du statut des agents de l'Etat.

Le pouvoir confié au Roi par la loi du 29 juin 1964 de fixer le statut des assistants de probation et des secrétaires à temps plein des commissions de probation permet cependant au Roi de soumettre ces agents à l'arrêté royal du 2 octobre 1937 et même de les assimiler entièrement aux agents de l'Etat. C'est d'ailleurs ce qu'a fait le législateur lui-même lorsque, à l'article 64 de la loi du 8 avril 1965 sur la protection de la jeunesse, il a décidé que les délégués permanents à la protection de la jeunesse étaient soumis au statut des agents de l'Etat.

En prenant la décision de soumettre au statut des agents de l'Etat les agents que le projet concerne, le Roi se borne à définir le statut personnel d'agents dont la fonction est, quant à l'essentiel, définie par la loi. Mais puisque ces agents ne sont pas compris dans le champ d'application du statut des agents de l'Etat, tel qu'il est défini par l'article 1er de l'arrêté royal du 2 octobre 1937, l'arrêté qui leur rend ce statut applicable étend le champ d'application dudit statut en modifiant implicitement l'article 1er. En vertu de l'article 116 du statut des agents de l'Etat, le projet doit donc faire l'objet d'un arrêté motivé et délibéré en conseil des

.../...

Ministres. Cette dernière formalité a pour conséquence qu'en application de l'article 7 de l'arrêté royal du 20 juin 1955 portant le statut syndical des agents des services publics, le projet doit être soumis au comité général de consultation syndicale.

II. OBSERVATIONS PARTICULIERES.

Il est proposé de rédiger l'intitulé de la façon suivante :

"Arrêté royal réglant le statut et les fonctions des assistants de probation, des assistants principaux et des secrétaires à temps plein de commission de probation".

+

+ +

Le premier alinéa du préambule devrait être omis.

+

+ +

Au deuxième alinéa du préambule, il convient d'ajouter les mots "notamment les articles 9 et 10".

+

+ +

Il y a lieu de citer au préambule l'arrêté royal du 2 octobre 1937 avant l'arrêté royal du 9 novembre 1964.

+

+ +

La mention faite au préambule de l'avis du comité de consultation syndicale du Ministère de la Justice doit être remplacée par la mention de l'avis du comité général de consultation syndicale.

+

+ +

Le projet devant être motivé, il y a lieu d'ajouter au préambule un considérant indiquant les raisons pour lesquelles le Gouvernement estime opportun d'étendre le champ d'application du statut des agents de l'Etat. Il est proposé de rédiger ce considérant de la façon suivante :

"Considérant qu'en vue de déterminer les règles juridiques formant le statut des assistants de probation et des secrétaires à temps plein de commission de probation, et d'assurer à ces agents des possibilités de carrière, il convient de les assimiler, quant à leur statut, aux agents de l'Etat et de les comprendre parmi les agents du Ministère de la Justice;".

+

+ +

Le dernier alinéa du préambule doit être complété par les mots "et de l'avis de Nos Ministres qui en ont délibéré en conseil".

+

+ +

.../...

Il est proposé de présenter le dispositif du projet de la façon suivante :

Chapitre premier. - Disposition générale - article 1er.

Chapitre II.- Dispositions relatives aux assistants de probation et aux assistants principaux - articles 2 à 7.

Chapitre III.- Dispositions relatives aux secrétaires à temps plein de commission de probation - articles 8 et 9 du projet, fusionnés en un seul article.

Chapitre IV. - Dispositions communes - articles 10 et suivants du projet devenant les articles 9 à 12 .

\+

\+ +

Compte tenu de l'observation générale l'article 1er devrait être rédigé comme suit :

"Article 1er.-

L'assistant de probation, l'assistant principal et le secrétaire à temps plein de commission de probation sont assimilés, quant à leur statut, aux agents de l'Etat.

Ils sont compris parmi les agents de l'Etat du Ministère de la Justice".

\+

\+ +

.../...

La rédaction suivante est proposée pour l'article 2 :

"Article 2.-

Pour les agents exerçant les fonctions d'assistant de probation instituées par la loi du 29 juin 1964 concernant la suspension, le sursis et la probation, il est créé, au niveau 2 et au rang 22, un grade de même dénomination. Ce grade est doté... (la suite comme au projet) ... ".

+

\+ +

Selon les explications données par le délégué du Gouvernement, seuls les assistants de probation et les assistants sociaux pourront être promus au grade d'assistant principal.

On pourrait déduire des articles 2 et 7 du projet que les assistants principaux ne sont pas chargés d'accomplir les missions confiées par la loi du 29 juin 1964 aux assistants de probation. Toutefois, selon les explications données au Conseil d'Etat, dans certains cas, les missions dévolues par cette loi aux assistants de probation pourraient être confiées aux assistants principaux.

Compte tenu de ces observations, il est proposé de rédiger l'article 3 de la façon suivante :

"Article 3.-

Un grade d'assistant principal est créé au niveau 2, rang 24; il est doté de l'échelle de traitement 241.

.../...

L'assistant de probation et l'assistant social peuvent seuls être promus à ce grade, aux conditions fixées à l'article 46 de l'arrêté royal du 7 août 1939 organisant le signalement et la carrière des agents de l'Etat.

Les fonctions d'assistant de probation prévues par la loi du 29 juin 1964 concernant la suspension, le sursis et la probation peuvent être également exercées par les assistants principaux".

\+

\+ +

Pour tenir compte de l'exception que l'article 5 apporte à l'article 4 et par souci de concordance avec l'article 20 du statut des agents de l'Etat, il est proposé de rédiger la phrase liminaire de l'article 4 de la façon suivante :

"Sous réserve de l'exception prévue à l'article 5, le grade d'assistant de probation est conféré par la voie d'un concours de recrutement auquel sont autorisés à se présenter les candidats âgés de 21 à 35 ans qui sont titulaires d'un des diplômes ou certificats suivants:...".

\+

\+ +

.../...

Il est proposé de rédiger l'article 6 de la façon suivante :

"Article 6.-

Le Ministre de la Justice détermine pour chaque assistant de probation, la commission de probation dont il relève. Il lui assigne, ainsi qu'à l'assistant principal, une résidence administrative et un secteur d'activité; il délimite la compétence territoriale de ces agents. Il établit les modalités de leurs interventions et fixe leurs règles professionnelles".

+

\+ +

Compte tenu de la seconde observation formulée à l'occasion de l'examen de l'article 3, il est proposé d'ajouter à l'article 7 un second alinéa rédigé de la façon suivante :

"L'alinéa 1er s'applique à l'assistant principal, lorsqu'il est chargé d'exercer les fonctions d'assistant de probation".

+

\+ +

Les articles 8 et 9 présentent l'inconvénient de créer deux grades différents, dont l'un est rattaché au rang 24 et bénéficie de l'échelle 241 et dont l'autre est rattaché au rang 22 et bénéficie de l'échelle 222 et qui ont tous deux la même dénomination, celle de "secrétaire de commission de probation à temps plein". Il convient d'éviter cette situation qui peut être la source de confusions. Il est, dès lors, proposé de fusionner ces deux articles en un seul, rédigé de la façon suivante :

.../...

"Article 8.-

Les fonctions de secrétaire à temps plein de commission de probation sont exercées par des agents qui ont le grade, soit de chef administratif, soit de sous-chef de bureau".

La formule proposée ci-dessus a l'avantage d'éviter la création de deux nouveaux grades administratifs, alors qu'un des objectifs de la réforme du statut des agents de l'Etat, réalisée par l'arrêté royal du 16 mars 1964 et les arrêtés qui l'ont complété, était de diminuer le nombre des grades.

\+

\+ +

A l'article 10 du projet, devenant l'article 9, il est proposé de remplacer les mots "le secrétaire de commission de probation à temps plein" par les mots "le secrétaire à temps plein de commission de probation".

\+

\+ +

Les assistants de probation et les secrétaires de commission de probation sont chargés par la loi du 29 juin 1964 d'assister les commissions de probation et non pas uniquement les présidents de ces commissions. Il est, dès lors, proposé de confier aux commissions de probation les attributions que l'article 11 du projet confie aux présidents de ces commissions.

.../...

Pour le motif indiqué dans la seconde observation relative à l'article 3, il convient de rendre l'article 11 du projet applicable aux assistants principaux, chargés d'exercer les fonctions d'assistant de probation.

Il est, dès lors, proposé de rédiger l'article 11 du projet, devenant l'article 10, de la façon suivante :

"Article 10.-

La commission de probation a autorité sur l'assistant de probation et sur le secrétaire. Elle apprécie la manière de servir de chacun d'eux et adresse à cet effet, par l'organe de son président, au Ministre de la Justice, selon les nécessités du service, tout rapport utile ou toute autre information nécessaire.

L'alinéa 1er s'applique à l'assistant principal, lorsqu'il est chargé d'exercer les fonctions d'assistant de probation".

\+

\+ \+

Il convient, pour éviter que le classement des grades ne résulte d'un ensemble de textes dispersés, que le classement des grades nouveaux d'assistant de probation et d'assistant principal soit opéré dans le tableau annexé à l'arrêté royal du 20 juillet 1964 relatif au classement hiérarchique des grades que peuvent porter les agents des administrations de l'Etat.

.../...

Il est, dès lors, proposé d'ajouter au projet un article nouveau rédigé de la façon suivante :

"Article 11.-

Au tableau annexé à l'arrêté royal du 20 juillet 1964 relatif au classement hiérarchique des grades que peuvent porter les agents des administrations de l'Etat, sont apportées les modifications suivantes :

1° sous l'intitulé "I. - Classement par ordre alphabétique des dénominations en langue française" :

a) au "Rang 22", les mots "assistant de probation" sont insérés entre les mots "assistant de l'hydrographie" et les mots "assistant social";

b) au "Rang 24", les mots "assistant principal" sont insérés entre les mots "architecte urbaniste" et les mots "attributaire de dossiers adjoint";

2° sous l'intitulé "II. - Classement par ordre alphabétique des dénominations en langue néerlandaise" :

a) au "Rang 22", les mots "assistant de probation" sont insérés entre le mot "appariteur" et les mots "technicien en publicité";

b) au "Rang 24", les mots "assistant principal" sont insérés entre le mot "expert" et les mots "inspecteur adjoint principal".

.../...

En raison de cette modification apportée au projet, il y a lieu d'insérer au préambule, avant l'alinéa qui mentionne l'arrêté royal du 9 novembre 1964, un alinéa nouveau rédigé comme suit :

"Vu l'arrêté royal du 20 juillet 1964 relatif au classement hiérarchique des grades que peuvent porter les agents des administrations de l'Etat;".

\+

\+ +

Puisque le projet détermine les traitements des grades nouveaux qu'il crée, il doit, en vertu de l'article 6 de la loi du 20 juillet 1921 instituant la comptabilité des dépenses engagées, être contresigné par le Ministre des Finances.

I. ALGEMENE OPMERKING.

Het ontwerp steunt op de artikelen 9 en 10 van de wet van 29 juni 1964 betreffende de opschorting, het uitstel en de probatie. Artikel 9 stelt uitdrukkelijk, dat de Koning "ambt en status" van de probatieassistenten bepaalt, terwijl artikel 10 de Koning opdraagt, de werking van de probatiecommissies te regelen, hetgeen meebrengt dat hij het statuut van de secretarissen van die commissies kan vaststellen.

Artikel 1 van het ontwerp bepaalt :

"Het statuut van het Rijkspersoneel is van toepassing op de probatieassistent, op de eerstaanwezende assistent en op de secretaris van de probatiecommissie met volledige dienstbetrekking".

Volgens de gemachtigde ambtenaar is de bedoeling van de Regering, dat het statuut van het Rijkspersoneel volledig toepassing zal vinden op de probatieassistenten en op de commissiesecretarissen met volledige dienstbetrekking, en zelfs dat zij tot de Rijksambtenaren van het Ministerie van Justitie gaan behoren, zodat zij onder meer kunnen opkomen voor het vergelijkend wervingsexamen van niveau 1 en dus een loopbaan in de Rijksbesturen kunnen volgen.

.../...

In de memorie van toelichting bij het ontwerp dat de wet van 29 juni 1964 is geworden, heeft de Regering de rol van de probatiecommissies en van de ambtenaren die deze bijstaan als volgt omschreven :
"... in het probatie-regime ... richt de overheid ... een openbare dienst op die ermede belast is de rechterlijke overheden documentatie bij te brengen over de persoonlijkheid van de delinquent en over de beschikking die het best met zijn geval overeenstemt ..." (Kamer van Volksvertegenwoordigers , zitting 1956-1957, Gedr. St. 598 , nr 1, blz. 3).

De functie van de probatieassistenten is, wat de kern van de zaak betreft, omschreven in de wet van 29 juni 1964. Krachtens artikel 2 daarvan moeten zij op verzoek van de gerechtelijke autoriteiten maatschappelijke enquêtes verrichten vóór een eventuele veroordeling wordt uitgesproken. De probatieassistenten worden er door artikel 9 van dezelfde wet bovendien mee belast "de verdachten en de veroordeelden aan wie een probatiemaatregel is opgelegd" te leiden. Bij het vervullen van die taak brengen zij verslag uit bij de probatiecommissies. Over de probatiemaatregelen bij welker tenuitvoerlegging probatieassistenten en -commissies betrokken zijn, wordt door de gerechtelijke autoriteiten beslist, en onder dezer toezicht worden ze tenuitvoergelegd want die autoriteiten kunnen besluiten tot de herroeping van de probatiemaatregelen (artikelen 13 en 14 van de wet van 29 juni 1964). Hieruit volgt dat de probatieassistenten en -commissies een openbare dienst vormen, door de wet ingesteld om de gerechtelijke autoriteiten voor te lichten wanneer zij strafrechtelijk optreden. De probatieassistenten en commissiesecretarissen met volledige dienstbetrekking, wier statuut het ontwerp vaststelt, worden door de wet derhalve geacht helpers van de gerechtelijke autoriteiten te zijn.

.../...

De artikelen 9 en 10 van de wet van 29 juni 1964, die de Koning ermede belasten het statuut van de probatie-assistenten te bepalen en de werkwijze van de probatie-commissies te regelen, geven hem een ruime beoordelings-bevoegdheid bij het vaststellen van de rechtsregelen die zullen dienen om de persoonlijke status van de assistenten commissiesecretarissen te bepalen. De Koning moet zich nochtans houden aan de wetsbepalingen waarin de aard van hun ambt wordt omschreven. Hij is dus niet bevoegd om te stellen dat het statuut van het Rijkspersoneel toepasselijk zal zijn op de probatieassistenten en op de secretarissen met volledige dienstbetrekking van de probatiecommissies. Artikel 1 van het koninklijk besluit van 2 oktober 1937, dat dit statuut vaststelt, heeft immers zijn werkingssfeer omschreven met behulp van een maatstaf, die is afgeleid uit de aard van het uitgeoefende ambt. Dit artikel bepaalt :

"Rijksambtenaar is hij die, in vast verband, zijn diensten aan de Rijksbesturen verleent".

Het geheel van de Rijksbesturen vormt "het algemeen Rijksbestuur", een uitdrukking welke de Raad van State, in een advies dat hij op 30 december 1963 heeft gegeven over een ontwerp dat het koninklijk besluit van 16 maart 1964 tot wijziging van het koninklijk besluit van 2 oktober 1937 en van sommige andere besluiten betreffende het statuut van het Rijkspersoneel is geworden, in dezer voege heeft gedefinieerd :

"In artikel 66, tweede lid, van de Grondwet wordt bedoeld : het geheel van de diensten die onder het gezag van de Koning en van de Minister staan en die hen bijstaan in de uitoefening van de uitvoerende macht" - (Belgisch Staatsblad, 10 november 1964, blz. 11.785).

.../...

Aangezien de ambtenaren waarvan het ontwerp het statuut vaststelt, helpers van de gerechtelijke autoriteiten zijn, worden hun diensten niet verleend aan een Rijksbestuur, in de zin die daaraan voor de toepassing van artikel 1 van het statuut van het Rijkspersoneel moet worden gegeven.

De door de wet van 29 juni 1964 aan de Koning opgedragen bevoegdheid om het statuut van de probatieassistenten en van de commissiesecretarissen met volledige tewerkstelling te bepalen, staat hem echter toe, hen onder de toepassing van het koninklijk besluit van 2 oktober 1937 te brengen en zelfs ze volledig met Rijksambtenaren gelijk te stellen. De wetgever heeft dit trouwens zelf gedaan toen hij in artikel 64 van de wet van 8 april 1965 betreffende de jeugdbescherming stelde, dat de vaste afgevaardigden bij de jeugdbescherming onderworpen zijn aan het statuut van het Rijkspersoneel.

Wanneer de Koning beslist de in het ontwerp bedoelde ambtenaren onder het statuut van het Rijkspersoneel te brengen, doet hij niets meer dan de persoonlijke status bepalen van ambtenaren wier functie, wat het essentiële aangaat, door de wet is omschreven. Maar aangezien die ambtenaren buiten de werkingssfeer van het statuut van het Rijkspersoneel staan, zoals die is omschreven in artikel 1 van het koninklijk besluit van 2 oktober 1937, verruimt het besluit dat dit statuut op hen toepasselijk verklaart, die werkingssfeer, onder stilzwijgende wijziging van artikel 1. Krachtens artikel 116 van dat statuut zelf moet het ontwerp derhalve het onderwerp zijn van een in

.../...

Ministerraad overlegd gemotiveerd besluit. Uit deze laatste formaliteit volgt, dat het ontwerp, overeenkomstig artikel 7 van het koninklijk besluit van 20 juni 1955 houdende syndicaal statuut van het personeel der openbare diensten, moet worden voorgelegd aan de algemene syndicale raad van advies.

II. BIJZONDERE OPMERKINGEN.

Als opschrift wordt aanbevolen :

"Koninklijk besluit tot regeling van de status en het ambt van de probatieassistenten, eerstaanwezende assistenten en secretarissen met volledige dienstbetrekking van probatiecommissies".

\+
\+ +

Het eerste lid van de aanhef moet worden geschrapt.

\+
\+ +

In het tweede lid van de aanhef voege men de woorden toe : "inzonderheid op de artikelen 9 en 10".

\+
\+ +

In de aanhef moet het koninklijk besluit van 2 oktober 1937 vóór dat van 9 november 1964 worden vermeld.

\+
\+ +

.../...

Niet het advies van de syndicale raad van advies van het Ministerie van Justitie, maar dat van de algemene syndicale raad van advies moet in de aanhef worden vermeld.

\+
\+ \+

Aangezien het ontwerp gemotiveerd moet zijn, moet in de aanhef een considerans worden opgenomen die zegt waarom de Regering het gewenst acht, de werkingssfeer van het statuut van het Rijkspersoneel te verruimen. Die considerans kan als volgt worden gelezen :

"Overwegende dat de probatieassistenten en de secretarissen met volledige dienstbetrekking van probatiecommissies met het oog op de vaststelling van de rechtsregelen die hun status vormen, en om die ambtenaren carrièremogelijkheden te verzekeren, terzake van hun statuut gelijkgesteld moeten worden met Rijksambtenaren en tot de ambtenaren van het Ministerie van Justitie moeten worden gerekend;".

\+
\+ \+

Het laatste lid van de aanhef moet worden aangevuld met de woorden : "en op het advies van Onze in raad vergaderde Ministers".

\+
\+ \+

.../...

Voor de tekst zelf van het ontwerp wordt de volgende indeling voorgesteld :

Hoofdstuk I. - Algemene bepaling - artikel 1.

Hoofdstuk II.- Bepalingen betreffende de probatieassistenten en de eerstaanwezende assistenten - artikelen 2 tot 7.

Hoofdstuk III.- Bepalingen betreffende de secretarissen met volledige dienstbetrekking van probatiecommissies - artikelen 8 en 9 van het ontwerp, tot één artikel verwerkt.

Hoofdstuk IV.- Gemeenschappelijke bepalingen -artikelen 10 en volgende van het ontwerp, die de artikelen 9 tot 12 worden .

\+
\+ +

Met inachtneming van de algemene opmerking leze men artikel 1 als volgt :

"Artikel 1.-

De probatieassistent, de eerstaanwezende assistent en de secretaris met volledige dienstbetrekking van een probatiecommissie worden, wat hun status betreft, met Rijksambtenaren gelijkgesteld.

Zij worden tot de Rijksambtenaren van het Ministerie van Justitie gerekend".

\+
\+ +

Artikel 2 leze men als volgt :

"Artikel 2.-

Voor de ambtenaren die het ambt uitoefenen van probatieassistent, ingesteld bij de wet van 29 juni 1964 be-

.../.

treffende de opschorting, het uitstel en de probatie, wordt in niveau 2, rang 22, een graad met dezelfde benaming ingevoerd. Aan die graad ... (voorts zoals in het ontwerp)...".

\+

\+ +

Volgens de uitleg van de gemachtigde van de Regering, zullen alleen de probatieassistenten en de maatschappelijke assistenten tot eerstaanwezende assistent bevorderd kunnen worden.

Uit de artikelen 2 en 7 van het ontwerp zou men kunnen afleiden, dat de eerstaanwezende assistenten niet belast zijn met de taken die de wet van 29 juni 1964 aan de probatieassistenten opdraagt. Volgens de uitleg die de Raad ontvangen heeft, zouden de door die wet aan de probatieassistenten opgedragen taken nochtans in sommige gevallen aan de eerstaanwezende assistenten kunnen worden opgedragen.

Met inachtneming van die opmerkingen leze men artikel 3 als volgt :

"Artikel 3.-

Een graad van eerstaanwezende assistent wordt ingevoerd in niveau 2, rang 24 ; aan die graad wordt de weddeschaal 241 verbonden.

Alleen probatieassistenten en maatschappelijke assistenten kunnen tot die graad bevorderd worden, onder de voorwaarden bepaald in artikel 46 van het koninklijk besluit van 7 augustus 1939 betreffende de beoordeling en de loopbaan van het Rijkspersoneel.

Het ambt van probatieassistent bedoeld in de wet van 29 juni 1964 betreffende de opschorting, het uitstel en de probatie, kan ook door eerstaanwezende assistenten worden uitgeoefend".

\+

\+ +

.../...

Om rekening te houden met de in artikel 5 gemaakte uitzondering op artikel 4 en met het oog op de overeenstemming met artikel 20 van het statuut van het Rijkspersoneel, wordt voorgesteld de inleidende volzin van artikel 4 als volgt te lezen :

"Onder voorbehoud van de in artikel 5 gemaakte uitzondering wordt de graad van probatieassistent toegekend bij wege van een vergelijkend wervingsexamen, waaraan mogen deelnemen gegadigden van 21 tot 35 jaar die houder zijn van één der volgende diploma's of getuigschriften : ...".

+

+ +

Voor artikel 6 wordt de volgende lezing aanbevolen :

"Artikel 6.-

De Minister van Justitie bepaalt voor elke probatieassistent aan welke probatiecommissie hij verbonden is. Hij wijst hem, alsook de eerstaanwezende assistent, een standplaats en een werkgebied toe; hij omschrijft de territoriale bevoegdheid van die ambtenaren. Hij bepaalt op welke wijze zij optreden en stelt hun beroepsregelen vast".

+

+ +

.../...

Met inachtneming van de tweede opmerking die is gemaakt naar aanleiding van het onderzoek van artikel 3, wordt voorgesteld aan artikel 7 een tweede lid toe te voegen, als volgt :

"Het eerste lid vindt toepassing op de eerstaanwezende assistent wanneer hij ermede belast is het ambt van probatieassistent uit te oefenen".

+

+ +

Aan de artikelen 8 en 9 is het bezwaar verbonden, dat zij twee verschillende graden instellen : een in rang 24 met weddeschaal 241, en een in rang 22 met weddeschaal 222, maar beide met dezelfde benaming : "secretaris van de probatiecommissie" met volledige dienstbetrekking". Dit dient te worden vermeden, want er kan verwarring uit ontstaan. Derhalve wordt voorgesteld, beide artikelen tot één te verwerken als volgt :

"Artikel 8.-

Het ambt van secretaris met volledige dienstbetrekking van een probatiecommissie wordt uitgeoefend door ambtenaren met de graad hetzij van bestuurschef, hetzij van onderbureauchef".

Het voordeel van die formulering is, dat geen twee nieuwe administratieve graden worden ingesteld, terwijl het een van de doelstellingen was van de hervorming van het statuut van het Rijkspersoneel, zoals

.../...

die tot stand is gekomen door het koninklijk besluit van 16 maart 1964 en door de besluiten die het hebben aangevuld, het aantal graden te verminderen.

\+

\+ +

In artikel 10 van het ontwerp, dat artikel 9 wordt, vervange men de woorden "de secretaris van de probatiecommissie met volledige dienstbetrekking" door de woorden "de secretaris met volledige dienstbetrekking van een probatiecommissie".

\+

\+ +

De probatieassistenten en de secretarissen van probatiecommissies worden er door de wet van 29 juli 1964 mede belast, de probatiecommissies en niet alleen de voorzitters daarvan bij te staan. Derhalve wordt voorgesteld, aan de probatiecommissies de bevoegdheid op te dragen welke artikel 11 van het ontwerp aan de voorzitters ervan verleent.

Om de reden opgegeven in de tweede opmerking betreffende artikel 3, is het aangewezen artikel 11 van het ontwerp toepasselijk te verklaren op de eerstaanwezende assistenten die met de uitoefening van het ambt van probatieassistent belast zijn.

.../...

Artikel 11 van het ontwerp, dat artikel 10 wordt, leze men derhalve als volgt :

"Artikel 10.-

De probatiecommissie heeft de probatieassistent en de secretaris onder haar gezag. Zij beoordeelt de wijze van dienen van ieder van hen en stuurt te dien einde, door toedoen van haar voorzitter, volgens de behoeften van de dienst, elk dienstig rapport of enige andere nodige inlichting aan de Minister van Justitie.

Het eerste lid vindt toepassing op de eerstaanwezende assistent, wanneer hij ermede belast is het ambt van probatieassistent uit te oefenen".

\+

\+ \+

Om te voorkomen dat de rangschikking van de graden uit een stel verspreide teksten moet worden opgemaakt, dienen de nieuwe graden van probatieassistent en eerstaanwezende assistent te worden gerangschikt in de tabel gevoegd bij het koninklijk besluit van 20 juli 1964 betreffende de hiërarchische indeling van de graden waarvan de ambtenaren in de Rijksbesturen kunnen titularis zijn.

.../...

Daarom wordt voorgesteld, aan het ontwerp een nieuw artikel toe te voegen, als volgt :

"Artikel 11.-

In de tabel gevoegd bij het koninklijk besluit van 20 juli 1964 betreffende de hiërarchische indeling van de graden waarvan de ambtenaren in de Rijksbesturen kunnen titularis zijn, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° onder het opschrift "I. Alfabetische rangschikking van de Franse benamingen" :

a) in "Rang 22" worden de woorden "probatieassistent" ingevoegd tussen de woorden "hydrografisch assistent" en de woorden "maatschappelijk assistent";

b) in "Rang 24" worden de woorden "eerstaanwezend assistent" ingevoegd tussen de woorden "stedebouwkundig architect" en de woorden "adjunct-bundelhouder";

2° onder het opschrift "II. Alfabetische rangschikking van de Nederlandse benamingen" :

a) in "Rang 22" wordt het woord "probatieassistent" ingevoegd tussen het woord "pedel" en het woord "publiciteitstechnicus";

b) in "Rang 24" worden de woorden "eerstaanwezende assistent" ingevoegd tussen het woord "deskundige" en de woorden "eerste adjunct-inspecteur".

.../...

Wegens die wijziging van het ontwerp moet in de aanhef, vóór het lid dat verwijst naar het koninklijk besluit van 9 november 1964, een nieuw lid worden ingevoegd, als volgt :

"Gelet op het koninklijk besluit van 20 juli 1964 betreffende de hiërarchische indeling van de graden waarvan de ambtenaren in de Rijksbesturen kunnen titularis zijn;".

\+

\+ +

Aangezien het ontwerp de wedden vaststelt van de nieuwe graden welke het opricht, moet het krachtens artikel 6 van de wet van 20 juli 1921 tot instelling van de boekhouding der betaalbaar gestelde kredieten, mede ondertekend worden door de Minister van Financiën.

La chambre était composée de

Messieurs : G. HOLOYE, conseiller d'Etat, président,
de Heren : staatsraad, voorzitter,

G. VAN BUNNEN, conseillers d'Etat,
J. MASQUELIN, staatsraden,

J. ROLAND, assesseurs de la section de législation,
R. PIRSON, bijzitters van de afdeling wetgeving,

G. DE LEUZE, greffier adjoint, greffier.
adjunct-griffier, griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. G. VAN BUNNEN.

Le rapport a été présenté par M. Ch. HUBERLANT, auditeur, et M. J. LIGOT, substitut.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

(s.) G. DE LEUZE.

De kamer was samengesteld uit

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. G. VAN BUNNEN.

Het verslag werd uitgebracht door de H. Ch. HUBERLANT, auditeur, en de H. J. LIGOT, substituut.

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

(s.) G. HOLOYE.